

Audience publique du trente et un octobre mil neuf cent quatre-vingt-quinze.

Numéro 16669 du rôle.

Présents:

Marc SCHLUNGS, président de chambre; Marie-Paule ENGEL, première conseillère; Andrée WANTZ, première conseillère; Jean-Pierre KLOPP, premier avocat général; Guy NUSSBAUM, greffier.

e n t r e :

A, demeurant à x,

appelant aux termes de l'exploit de l'huissier de justice Jean-Claude STEFFEN d'Esch/Alzette en date du 30 mai 1994,

comparant par Maître Jeannot BIVER, avocat à Luxembourg,

e t :

la société à responsabilité limitée B, établie et ayant son siège social à x, représentée par ses gérants actuellement en fonctions,

intimée aux fins du susdit exploit STEFFEN,

comparant par Maître Guy KONSBRUCK, avocat à Luxembourg:

LA COUR D'APPEL:

Par requête déposée le 29 mai 1992 au greffe de la Justice de Paix d'Esch/Alzette A a demandé la condamnation de la société à responsabilité limitée B à lui payer le montant du 269.128.- francs correspondant à l'indemnité de quatre mois de préavis non réglée par l'employeur.

Le 17 mars 1994 le tribunal du travail saisi de l'affaire a rendu un jugement dont le dispositif est conçu comme suit :

*Par ces motifs,*

le tribunal du travail, siégeant en matière de contestations entre patrons et ouvriers, statuant contradictoirement et en premier ressort;

quatre-vingt-treize) francs avec les intérêts légaux à partir du jour de la demande en justice jusqu'à solde;

déclare la demande non fondée pour le surplus et en déboute;

déclare non fondée la demande en allocation d'une indemnité de procédure et en déboute;

condamne la s. à r.l. B à tous les frais et dépens de l'instance.

Par exploit d'huissier du 30 mai 1994 A a régulièrement relevé appel du jugement du 17 mars 1994 qui a été notifié le 22 avril 1994.

Par conclusions du 22 septembre 1994 l'intimée a relevé appel incident et demande à la Cour

- 1) de constater que par application du principe du non-cumul des prestations sociales avec l'indemnité compensatoire de préavis, l'appelante sur incident n'a pas réglé à l'appelant principal une indemnité de préavis pour la période du 1er août au 15 octobre 1991,
- 2) de constater que par application de l'article 32 de la loi du 24 mai 1989 sur le contrat de travail, le contrat dont s'agit a pris fin de plein droit avec effet au 31 août 1991,
- 3) partant et par réformation du jugement entrepris, de décharger l'intimée, appelante sur incident, de la condamnation contre elle prononcée par le premier juge,
- 4) confirmer le jugement entrepris en ce qu'il a débouté l'appelant principal de sa demande en obtention d'une indemnité de procédure,
- 5) de condamner l'appelant principal à tous les frais et dépens des deux instances avec distraction au profit de l'avoué concluant qui la demande, affirmant en avoir fait l'avance.

L'appel incident n'est pas recevable pour autant qu'il vise dans ses branches 1 et 2 le seul redressement de la motivation du jugement attaqué. Il est recevable pour le surplus.

L'appelant estime que les premiers juges, «au lieu de prendre en considération les effets découlant de la cessation proprement dite du contrat de travail, auraient dû se référer à ceux qui se dégagent directement du licenciement et qu'il leur fallait dès lors décider que l'indemnité de préavis était à payer à partir de la fin de l'octroi de la pension d'invalidité.»

D'après l'article 20 (1) de la loi du 24 mai 1994 sur le contrat de travail, le contrat de travail, en cas de licenciement d'un salarié à l'initiative de l'employeur, prend fin à l'expiration d'un préavis de 6 mois pour le salarié qui justifie auprès du même employeur d'une ancienneté de services continus de dix ans au moins, tel que ce fut le cas en l'espèce.

L'article 32 de la même loi dispose que le contrat de travail cesse de plein droit le

ail entre parties étaient rompues à partir du 8 novembre 1991, date de la notification de la décision de l'Etablissement contre la Vieillesse et l'Invalidité d'accorder à A une pension d'invalidité à partir du 31 août 1991 au 30 novembre 1991.

L'intimée, dans le cadre de son appel incident, est d'avis que le contrat de travail en question aurait pris fin, non pas au jour de la notification de la décision afférente, mais à celui auquel le début de l'invalidité de l'ouvrier avait été fixé.

S'il est vrai, comme relevé ci-dessus, que l'article 32 de la loi sur le contrat de travail fait dépendre la cessation du contrat de travail du jour de la décision portant attribution au travailleur d'une pension d'invalidité, il ne spécifie cependant pas si la date concernée est celle où la décision est prise, celle où elle est notifiée ou celle où elle prend effet.

Dans l'exposé des motifs du projet de loi sur le contrat de travail il est précisé au commentaire de l'article 32 que le contrat de travail cesse sans droit au préavis et sans droit à indemnité le jour de l'attribution au salarié d'une pension d'invalidité. La Commission du Travail, de la Sécurité Sociale, de la Santé et de la Famille a repris dans son rapport du 20 avril 1969 exactement le même texte.

Cette approche puise son fondement dans la notion que la pension d'invalidité est accordée en raison de l'impossibilité pour le salarié d'exercer sa profession et que ce fait constitue la véritable cause de la rupture du contrat qui, si cet empêchement n'était pas survenu, aurait normalement continué jusqu'à l'expiration du délai de préavis.

Il suit de ce qui précède que la société à responsabilité limitée B n'était plus tenue de payer le salaire à A à partir du 31 août 1991, date à laquelle la pension d'invalidité prenait son effet. C'est partant à tort que le tribunal du travail de Esche/Alzette a condamné l'employeur à payer à son ouvrier le montant de 7.893.- francs représentant la différence entre la pension d'invalidité et la rémunération qu'il aurait touchée pendant la période du 15 octobre au 8 huit novembre 1991.

L'appelant principal de son côté est mal venu à demander le payement d'une indemnité compensatoire de préavis après la cessation de sa pension d'invalidité, alors qu'en l'espèce il n'y a pas eu résiliation de contrat du contrat de travail dans le cadre de l'article 23 de la loi du 24 mai 1989, mais que les relations contractuelles ont pris fin par application de l'article 32 de la même loi. D'autre part aucun texte légal ne prévoit la reconduction tacite du contrat si, comme en l'espèce, la pension allouée n'est que temporaire.

Par ces motifs:

la Cour d'appel, troisième chambre, siégeant en matière de droit du travail, statuant contradictoirement, le Ministère Public entendu en ses conclusions,

reçoit l'appel principal en la forme;

le dit non fondé;

déclare irrecevable l'appel incident pour autant qu'il vise le redressement de la motivation du

en conséquence, réformant,

relève la société à responsabilité limitée B de la condamnation afférente;

confirme le jugement entrepris pour le surplus;

condamne A aux frais de l'instance d'appel avec distraction au profit de Me Guy KONSBRUCK affirmant en avoir fait l'avance